

**Modes d'appropriation et d'hybridation d'un principe à prétention universelle :
la participation dans les politiques locales au Mali et au Sénégal**

Patrice DIATTA

Doctorant-contractuel, moniteur

UFR Droit, Sciences politiques & sociales

Centre de Recherche sur l'Action Locale (CERAL)

Université Paris 13 – France

patrice.diatta@gmail.com

Depuis une vingtaine d'années, le principe de la participation citoyenne, promu au nom du *renforcement des capacités de la société civile*, semble s'imposer comme un des piliers indispensables pour une meilleure gouvernance des politiques et actions publiques dans les pays en développement. C'est ainsi qu'en Afrique subsaharienne, parallèlement au développement de la décentralisation dans les années 1990 s'est développée aussi une rhétorique de la participation aujourd'hui utilisée aussi bien par les élus locaux que par des acteurs associatifs et économiques en quête de partenaires financiers internationaux pour soutenir leurs projets. Dans les contextes malien et sénégalais où nous avons effectué des enquêtes de terrain dans le cadre de notre thèse en cours, l'analyse des différentes interprétations et appropriations locales de cet *impératif participatif* à prétention universelle est riche d'enseignement. Elle permet de voir comment dans ces jeunes Etats du Sud souvent décrits comme marginalisés dans la mondialisation, certains acteurs participent pourtant au quotidien à la reconstruction et à la redéfinition d'un tel phénomène. La présente proposition de communication s'inscrit dans l'axe 1 « modes d'appartenance africains à la globalisation » de l'appel à communication. Elle s'appuie sur les premiers résultats d'enquêtes sur les processus et acteurs de politiques locales dites participatives de gestion des déchets ménagers dans deux communes populaires de banlieues dakaroise (Yeumbeul-Nord) et de Bamako (Commune I). En mobilisant à la fois les outils de la sociologie de l'action publique, des policy transfer studies, de la sociologie des mouvements sociaux et de l'anthropologie de la mondialisation, on peut mettre en évidence les processus complexes à travers lesquels des acteurs inscrits dans différents réseaux à différentes échelles (organisations internationales, agence de coopération bilatérale, mouvements sociaux, élus locaux, associations de migrants, groupements d'intérêt économique locaux, etc.) s'approprient et redéfinissent des politiques tout en renforçant leur position. Une « élite plurielle » hétérogène émerge de cette dynamique.